



Archives et Droits de l'Homme

Septembre 2013 – Article 24

Déclaration universelle des droits de l'homme : Article 24.

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques. .

Lors des festivités du Nouvel An qui arrivent bientôt, de nombreuses personnes à travers le monde ont des jours fériés payés. Peu, cependant, savent probablement que leur droit à un jour de congé payé de repos est protégé par l'Article 24 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette protection est antérieure à la DUDH de plusieurs décades : elle a d'abord été affirmée comme un principe universel dans l'article 427 du Traité de Versailles mettant fin à la Première Guerre mondiale. Les Hautes Parties contractantes du traité pensaient que "les conditions de travail qui existent impliquant l'injustice, la misère et les privations pour un grand nombre de personnes peuvent conduire à un tel mécontentement que la paix et l'harmonie dans le monde sont mises en danger, et qu'une amélioration de ces conditions est une nécessité urgente". Leur réponse a été de créer l'Organisation internationale du travail (OIT). Les Hautes Parties contractantes ont établi les neuf "principes généraux" d'"importance particulière et urgente" que l'OIT doit soutenir, le cinquième étant "L'adoption d'un repos hebdomadaire d'au moins vingt-quatre heures, qui devrait comprendre le dimanche, tant que c'est possible". http://www.ilo.org/public/libdoc/ilo/1920/20B09_18_engl.pdf.

En conséquence, en 1921 l'OIT a promulgué «La Convention de repos hebdomadaire dans l'industrie», qui dit que tout travailleur dans le secteur privé ou public devrait "profiter à chaque période de sept jours, d'un repos comprenant au moins vingt-quatre heures consécutives". L'Article 2, partie 3, a éliminé la partie de tradition chrétienne du cinquième principe général, en indiquant à la place: «Il doit, autant que possible, être fixé de manière à coïncider avec les jours consacrés par la tradition ou les usages du pays ou du district». La convention a été signée et ratifiée par 113 Etats. <http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/convde.pl?C014>

Dans les débats sur la DUDH, ce contexte de l'OIT et le soutien des intérêts des syndicats ont été combinés avec l'influence des délégués latino-américains dont les constitutions d'Etat garantissent les droits au repos et aux loisirs (Brésil, Costa Rica, Cuba, Equateur, Guatemala, Mexique, Nicaragua et Panama) et l'influence des États communistes de Biélorussie, d'Ukraine et de l'URSS. Ces délégués ont fait valoir que le droit aux loisirs payé était crucial parce que, comme l'a dit le délégué de la Yougoslavie, «le droit au repos sans paye ne

signifiait rien». Un argument intéressant concerne la finalité de la période de repos. Plusieurs délégués ont insisté pour que l'Article précise la raison du droit au repos ; les délégués des Philippines et de l'Argentine ont proposé le texte, "toute personne a droit à un temps de repos et de loisirs pour son bien-être spirituel, culturel et physique."

Comme Johannes Morsink l'écrit dans son ouvrage définitif sur l'histoire de la DUDH, ces propositions "ont été inspirées par la vision socialiste qui veut que les travailleurs ne se contentent pas d'un droit au repos et aux loisirs dans le but d'être de meilleurs et plus efficaces producteurs de profit pour ceux qui possèdent les modes et moyens de production". Finalement, les délégués ont convenu que ce niveau de détail devrait être laissé à une future convention, et l'Article 24 a été adopté. Morsink, *The Universal Declaration of Human Rights: Origins, Drafting and Intent*, pp. 181-190.

Comme les délégués s'y attendaient, les conventions suivantes ont amplifié le droit de se reposer dans le cadre des conditions de travail équitables. En 1957, l'OIT a adopté la convention du "repos hebdomadaire dans les commerces et bureaux", qui déclare que: «Les traditions et les coutumes des minorités religieuses doivent, autant que possible, être respectées», qui comprenait le respect des jours traditionnels de festivals et commémorations. <http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/convde.pl?C106>

La «Recommandation» soutenant cette convention reconnaît explicitement l'importance des archives dans l'affirmation de ce droit, en précisant au paragraphe 6, «Des mesures appropriées devraient être prises pour assurer le maintien de ces documents qui pourraient être nécessaires à la bonne administration des dispositions relatives au repos hebdomadaire et en particulier des documents des dispositions prises en ce qui concerne (a) les personnes à qui un régime spécial de repos hebdomadaire s'applique. (b) les personnes à qui les dérogations temporaires prévues à l'article 8 de la Convention de 1957 s'appliquent». <http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/convde.pl?R103>. Une décennie plus tard, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (adopté en 1966 et entré en vigueur en 1976) énonce à l'article 7 (d) que tout le monde a le droit au «repos, loisirs et à une raisonnable limitation des heures de travail, et aux congés avec rémunération, ainsi qu'à la rémunération des jours fériés».

L'Article 24 a suscité la controverse depuis le début. Qu'est-ce que cela signifie pour les paysans, les travailleurs agricoles et les travailleurs migrants, les travailleurs domestiques et les autres en dehors du "commerce et des bureaux" couverts par les conventions de l'OIT? Comment les dispositions seraient-elles implantées dans des pays comportant de nombreux groupes minoritaires? (Un article utile sur cette question est «Journées de culte et jours de repos: Une vue d'Israël» de Ruth Gavison. <http://www.gavison.com/a2695-days-of-worship-and-days-of-rest>). Comment devraient-elles être appliquées dans les organisations internationales et multinationales qui attirent des employés de partout dans le monde? Et pourtant, le principe est désormais si largement accepté que la Société financière internationale, qui fait partie du groupe de la Banque mondiale qui accorde des prêts à des entreprises commerciales privées, l'inclut dans son «Guide d'évaluation et de gestion des droits de l'homme». <http://www.guidetohriam.org/hriamtable/right-to-enjoy-just-and-favourable-conditions-of-work>

Comme les archives utiles pour l'Article 23, les archives ayant des documents pertinents pour l'Article 24 comprennent les archives des entreprises, des syndicats et des organisations non

gouvernementales qui sont concernées par le travail et les droits des minorités. Pour l'Article 24, les dossiers des organisations religieuses peuvent également contenir des informations sur les efforts visant à obtenir la reconnaissance par les employeurs et les gouvernements des fêtes religieuses. Les archives des gouvernements, en particulier les archives législatives qui documentent l'adoption de lois concernant les jours fériés et les normes de travail, sont essentielles, et les archives de l'Organisation internationale du travail offrent des perspectives internationales et une possibilité importante d'approfondir les questions sur le travail. Les papiers personnels des dirigeants syndicaux, des militants et des industriels peuvent tous contenir des informations sur les débats en cours, sur l'étendue et la nature du repos et des loisirs pour tous les travailleurs.

Commentaire sur l'actualité

Dans l'hémisphère nord, le mois d'août est au cœur de l'été. Les activités ralentissent, et les villes se vident de tout, sauf des touristes. Les écoles sont en vacances, et les familles passent du temps ensemble. Les nouvelles tournent généralement au ralenti.

Pas ce mois d'août 2013. Les grandes organisations, de la Commission indonésienne des droits de l'homme au réseau social Twitter, ont publié des rapports. Des tribunaux ont prononcé des décisions, comme le tribunal en Turquie, qui a condamné 254 personnes à la fois, dans la plus grosse affaire de l'histoire du pays. Les révélations d'espionnage par les agences américaines ont continué à se déployer, ce qui a affecté les pays du monde entier.

Une série de manifestations en août ont impliqué des archives qui concernent l'identité: qui est un citoyen, qui vient d'une ethnie particulière, quelle est mon orientation sexuelle ? L'histoire la plus explosive est venue de Russie, où un groupe d'autodéfense publie des vidéos de ses tentatives de "guérir", par des moyens ignobles, les gens qu'ils croient être homosexuels. Ce sont des vidéos à verser au dossier de l'«identité». Juste à côté, en Géorgie, de futures mariées potentielles cherchent à confirmer leur identité de vierge en obtenant des «certificats de virginité» du gouvernement.

Passons du thème du sexe à l'origine ethnique : un journal en Turquie a appris que la Direction de la Population du gouvernement tient un registre des minorités qui identifie l'origine ethnique de chaque famille telle que déterminée en 1923: 1 pour grec, 2 pour arménien, 3 pour juif, 4 pour syriaque et 5 pour "autre". On ne sait pas exactement comment l'ethnicité a été déterminée en premier lieu, mais elle a des échos inquiétants d'autres périodes historiques. Également lié à l'appartenance ethnique, mais positive, la nouvelle du recensement en Bolivie a démontré que beaucoup moins de gens s'identifient à une ethnie ; en fait, la majorité de la population s'est inscrite comme ethnicité «mixte».

Et puis il y a les archives de la citoyenneté. La Côte d'Ivoire a adopté deux nouvelles lois facilitant l'accès à la citoyenneté, l'une des questions qui sont au centre de sa crise politique depuis 2002. Une loi va permettre aux étrangers d'acquérir la nationalité par mariage avec un citoyen et l'autre offre la citoyenneté aux personnes nées à l'étranger qui vivaient en Côte d'Ivoire avant son indépendance en 1960 ainsi qu'aux ressortissants étrangers nés en Côte d'Ivoire entre 1961 et 1973 et leurs enfants. Enfin, il y a l'identité qui est liée au droit de vote; la Guinée-Bissau a décidé de donner à ses citoyens de nouvelles cartes d'électeur qui seront «extrêmement difficiles à contrefaire ou à reproduire» pour réduire la possibilité de fraude électorale.

Dans l'ensemble, août a été un mois très occupé, ce qui démontre une fois de plus le rôle central des archives - sur support papier, électronique ou audiovisuel - dans le monde dans lequel nous vivons.

Nouvelles internationales.

Mission intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). La MINUK a créé le Groupe consultatif sur les droits de l'homme (CAHR) en 2006 pour "examiner les plaintes de toute personne ou groupe de particuliers qui se prétend victime d'une violation" des droits de l'homme par la MINUK. À fin 2012, le CAHR a commencé à étudier les 250 plaintes qui lui ont été soumises par les familles des personnes disparues, et d'ici la fin juillet 2013, le CAHR a rendu publiques ses opinions pour 20 des 25 plaintes concernant les enlèvements et / ou assassinats. Selon un rapport publié par Amnesty International, le CAHR a basé ses opinions sur "les déclarations présentées par les plaignants et les preuves présentées par la MINUK, en grande partie basée sur les dossiers d'enquête originaux" de la MINUK. "À une exception près, le comité a conclu que la MINUK n'a pas réussi à mener des enquêtes sur ces crimes en conformité avec les exigences" de l'Article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme. Amnesty a indiqué que le CAHR a constaté que les dossiers de la MINUK étaient lacunaires: "Chaque cas, bien qu'unique, montre des tendances similaires, notamment: l'incapacité à réunir rapidement des preuves ou des documents incomplets de preuves recueillies, incluant l'absence de documents de déclaration par les plaignants et les témoins; l'incapacité à maintenir des dossiers d'enquête, et l'échec de réviser régulièrement les enquêtes - la majorité des dossiers d'enquête examinés par le panel n'ont jamais été revus après 2005".
<http://www.amnesty.org/en/library/asset/EUR70/009/2013/en/579d7730-4514-4a78-a719-8b6254ece22f/eur700092013en.pdf>

Commission des crimes de guerre des Nations Unies. La Cour pénale internationale et les archives des Nations Unies, financées par l'Union européenne, le Danemark, la Finlande et les Pays-Bas, ont numérisé et mis en ligne sur la Base de données des outils juridiques de la CPI "pratiquement tous les documents sans restriction de la Commission des Nations Unies des crimes pour la guerre "qui a fonctionné de 1943 à 1948 et «a joué un rôle important dans la préparation les bases des procès pour crimes de guerre à Nuremberg, Tokyo, et d'autres endroits qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale". Les documents originaux sont conservés aux Archives de l'ONU. Pour un rapport de *l'Associated Press* sur le projet, voir http://www.washingtonpost.com/world/europe/more-than-2200-documents-from-world-war-ii-war-crimes-archive-are-online-for-the-first-time/2013/08/03/50114e78-fbf2-11e2-89f7-8599e3f77a67_story.html; pour le communiqué de presse de l'ICC http://www.casematrixnetwork.org/uploads/media/130704_ICC_press_release_on_UNWCC_collection_in_ICC_Legal_Tools_Database.pdf; pour la base de données <http://www.legal-tools.org/>

Rapporteur Spécial des Nations Unies / Guatemala. Le Bureau de Washington sur l'Amérique latine a indiqué que durant la nuit du 31 juillet, un cambriolage a eu lieu au cabinet du Rapporteur Spécial des Nations Unies pour la liberté d'opinion et d'expression, Frank LaRue, et les bureaux de l'Instituto Centroamericano de Estudios para la Democracia social (DEMOS) au Guatemala. Des ordinateurs et des documents ont été volés, ainsi que d'autres appareils et objets de valeur.

Monde/Nouvelles générales.

Cyber-espionnage. Les documents divulgués à la presse par Edward Snowden ont continué à faire parler d'eux en août. Parmi les milliers d'articles, une bonne discussion sur la "surveillance non autorisée des Américains et des cibles de renseignement étrangers aux Etats-Unis" par l'Agence nationale américaine de sécurité a été publiée par le *Washington Post*: http://www.washingtonpost.com/world/national-security/nsa-broke-privacy-rules-thousands-of-times-per-year-audit-finds/2013/08/15/3310e554-05ca-11e3-a07f-49ddc7417125_story.html

Extraction de données (1). Twitter a publié son "rapport de transparence" semestriel et a déclaré que le nombre de demandes de données d'utilisateur de Twitter par les gouvernements à travers le monde a augmenté de 15% au premier semestre de 2013, par rapport aux six derniers mois de 2012. Twitter a reçu 1'157 demandes de données concernant 1'697 utilisateurs et a remis certaines données dans 55% des cas. Le rapport répertorie chaque pays dont il a reçu une demande ; les Etats-Unis ont fait 902 demandes, le Japon, en deuxième position, a posté 87 demandes.

<https://transparency.twitter.com/information-requests/2013/jan-jun>

Extraction de données (2). *Secrecy News*, un service électronique de nouvelles de la Fédération du Projet de scientifiques américains sur le secret gouvernemental, a publié un document du Commandement des opérations spéciales de l'armée américaine (SOC) sur une expérience d'exploitation de données que la SOC a mené en 2012 pour trouver des informations sur le thème "contrer les menaces de la finance" (la lutte contre les activités de financement des terroristes, des insurgés, des trafiquants d'êtres humains, la prolifération des armes et la criminalité organisée internationale). SOC a identifié "plus de 300 sources traditionnelles et non traditionnelles ouvertes", beaucoup d'entre elles provenant de documents publics, avec une "pertinence potentielle". Pour l'historique des nouvelles (le 6 août, mise à jour le 9 août) voir

<http://blogs.fas.org/secrecy/page/3/>; le rapport est sur

<http://www.fas.org/irp/eprint/quantum.pdf>

Extraction de données (3). Le *New York Times* a déclaré que les Nations Unies ont un appareil appelé «Global Pulse» qui travaille à extraire des "données provenant des réseaux sociaux, blogs, téléphones portables et commerce en ligne pour transformer le développement économique et l'aide humanitaire."

http://www.nytimes.com/2013/08/08/technology/development-groups-tap-big-data-to-direct-humanitarian-aid.html?pagewanted=all&_r=0

L'accès aux archives des essais médicaux. La transparence arrive pour les documents d'essais de médecine humaine, a rapporté le *Chronicle of Higher Education*. "Medtronic vient de payer des chercheurs universitaires pour examiner tous les documents sur ses essais humains avec Infuse, une protéine de croissance osseuse. Le géant pharmaceutique Roche a promis de communiquer les données de son étude interne sur le Tamiflu, médicament contre la grippe. La société pharmaceutique et biotechnologique GlaxoSmithKline affiche publiquement plus de dix ans d'archives sur ses études". <http://chronicle.com/article/Researchers-Get-Lessons-in/140573/>

Confidentialité, cellules et génomes. Les cellules cancéreuses d'Henrietta Lacks ont été utilisées à travers le monde depuis 62 ans et font l'objet de "plus de 74.000 études", le tout

sans la permission de Mme Lacks ni de sa famille. Ce printemps, le Laboratoire européen de biologie moléculaire a publié le génome d'une "ligne" des cellules de Lacks, et l'Université de Washington était sur le point de poursuivre avec une autre étude sur les données du génome, ce qui a conduit la famille à protester contre l'utilisation sans restriction des cellules.

Actuellement, la famille et le US National Institutes of Health sont parvenus à un accord sur l'utilisation des cellules; selon le *New York Times*, l'affaire "attire l'attention sur le manque de politique visant à équilibrer les avantages à étudier des génomes avec les risques de protection de vie privée des personnes dont les génomes sont étudiés, ainsi que leurs proches". Pour le communiqué de presse de l'Institutes of Health nationale, voir

<http://www.nih.gov/news/health/aug2013/nih-07.htm>;

<http://www.nytimes.com/2013/08/08/science/after-decades-of-research-henrietta-lacks-family-is-asked-for-consent.html?pagewanted=all>.

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Bangladesh / Inde / Pakistan / États-Unis. Les Archives de la Partition de 1947, un projet de l'Université de Californie, Berkeley, qui enregistre des histoires orales de la période où l'Inde britannique se divisait en Inde et Pakistan, a été présenté dans un article majeur du *New York Times*. Le site du projet, avec des liens vers le communiqué de presse, se trouve sur <http://www.1947partitionarchive.org/>.

Cambodge / Myanmar. Le *Cambodia Daily* a rapporté que le Centre de documentation du Cambodge (DC-Cam) "collabore avec un réseau de groupes birmanis qui cherchent à créer un service d'archives sur les violations des droits de l'homme en Birmanie". Le directeur du Réseau de documentation sur les droits de l'homme en Birmanie, une ONG, a déclaré que ce "projet de vérité officielle" pour documenter les violations des droits de l'homme est un projet officiel "car de nombreux membres du gouvernement actuel viennent de l'ancien régime" et qu'ils considéreraient la "recherche de la vérité" ou la "commission de vérité" comme des paroles «menaçantes». <http://www.cambodiadaily.com/archive/dc-cam-to-help-burma-record-rights-abuses-38295/>

Hongrie / Slovaquie. L'homme arrêté par les autorités hongroises et inculpé pour son rôle dans la Deuxième guerre mondiale de déportation des Juifs de Kosice, en Slovaquie, est mort en prison avant que le procès puisse être terminé (pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2012-07 et 2013-06). <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-23664226>

Iran / Irak / États-Unis. Un article publié dans *Foreign Affairs* déclare que les documents de la CIA déclassifiés entre 2007 et 2010 et transférés aux Archives nationales des États-Unis "révèlent de nouveaux détails sur la profondeur de la connaissance américaine de comment et quand l'Irak a employé" des armes chimiques pendant la guerre avec l'Iran dans les années 1980. Selon l'article, à fin 1987, la Defense Intelligence Agency américaine a reçu "l'autorisation de donner aux services de renseignement irakiens autant d'informations détaillées qu'il était possible sur les déploiements et les mouvements de toutes les unités de combat iraniens". L'année suivante, l'attaque au gaz neurotoxique de l'Irak sur le village kurde de Halabja et l'attaque au gaz sarin sur les troupes iraniennes dans la péninsule de Fao s'est produite. L'article, avec des liens vers les documents cités, a reçu près de 80'000 «J'aime» et plus de 550 commentaires dans les cinq premiers jours suivant sa publication. http://www.foreignpolicy.com/articles/2013/08/25/secret_cia_files_prove_america_helped_sadam_as_he_gassed_iran?page=0,1

Iran / États-Unis. Répondant à une demande d'accès à l'information de la National Security Archive, une ONG américaine, l'Agence centrale des renseignements a déclassifié des documents qui vérifient le rôle de l'Agence dans le coup d'Etat qui a renversé le premier ministre iranien Mossadegh en 1953. *L'Associated Press* rapporte qu'une semaine après que le *Tehran Times* a publié des extraits des documents, le parlement iranien a voté pour amener les États-Unis devant "le tribunal international" pour ingérence dans les affaires intérieures iraniennes.

<http://touch.latimes.com/#section/-1/article/p2p-77179138/>

Irak / États-Unis. Les Archives nationales américaines ont annoncé l'ouverture d'une exposition en octobre sur le matériel juif irakien qu'elles détiennent depuis qu'il a été trouvé par les troupes américaines à Bagdad en 2003 et amené aux États-Unis pour conservation. Selon un article paru dans le *Washington Post*, l'exposition a lieu en attendant le "retour des documents en Irak l'année prochaine", et Saad Eskander, le directeur général de la Bibliothèque nationale et des archives irakiennes (INLA), le confirme dans un courriel ouvert, où il écrit: "Les deux parties, l'Irak et les États-Unis ont accepté dernièrement que les Archives juives irakiennes (IJA) soient envoyées à l'INLA d'ici la mi-2014. Il y aura une deuxième exposition des IJA, à laquelle de nombreux autres documents seront ajoutés. Ce sera la première du genre depuis la création de l'Etat irakien après la Première Guerre mondiale". En réponse aux nouvelles du retour prévu, un certain nombre de commentateurs ont exprimé leur consternation ; un article dans *jpupdates.com* a raconté l'histoire de la récupération des archives et a ensuite questionné le retour proposé, "Comment a fait la communauté irakienne juive pour ...perdre, retrouver et perdre à nouveau son patrimoine?".

http://www.washingtonpost.com/local/archives-readies-a-schoolgirls-records-and-a-trove-of-jewish-treasures-for-return-to-iraq/2013/08/13/8b23c7a0-f9ec-11e2-8752-b41d7ed1f685_story.html ; <http://jpupdates.com/2013/08/26/outrage-u-s-returning-artifacts-looted-from-iraqi-jews-to-iraq-instead-of-lawful-owners/>. For background, see also http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/08/iraqi-jews-reestablish-contacts.html?utm_source=&utm_medium=email&utm_campaign=8001

Israël / Jordanie / Palestine. La Haute Cour israélienne est saisie d'une requête par des familles de 15 Palestiniens tués il y a quelques années "dont les corps ont été conservés depuis par les Israéliens". La Campagne nationale de la Palestine pour la récupération des corps des victimes de guerre palestiniens et arabes et la divulgation du sort des personnes disparues s'emploie à documenter les personnes disparues, a rapporté *Al-Monitor*. Le 5 août, Al-Majid a publié les noms de 23 Jordaniens portés disparus." <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/08/p>

Japon / Corée du Sud. Un journal trouvé dans une librairie d'occasion en Corée fournit des détails sur les femmes coréennes forcées par l'armée japonaise à servir comme travailleuses du sexe («femmes de réconfort») au cours de la Seconde Guerre mondiale. Le journal a été écrit par un homme qui travaillait comme commis dans les bordels; selon le *Japan Times*, ces journaux sont "les premiers jamais trouvés qui ont été écrits par quelqu'un qui a travaillé dans un «bloc sanitaire [*comfort station*]»". Le chroniqueur dit avoir soumis des rapports quotidiens au commandement logistique, un indice important pour trouver des documents officiels relatifs aux «blocs sanitaires».

<http://www.japantimes.co.jp/news/2013/08/13/national/koreans-war-brothel-diaries-offer-new-details/>

Japon / Corée du Sud / Etats-Unis. *Asahi Simbun* a rapporté que les victimes sud-coréennes qui ont survécu aux bombardements américains d'Hiroshima et de Nagasaki de 1945 "prévoient une mise à l'enquête de groupe qui exige que le gouvernement sud-coréen fasse pression sur le Japon pour fournir une compensation". La Corée était une colonie du Japon pendant la guerre et des milliers de Coréens travaillaient au Japon à l'époque des bombardements. Le gouvernement japonais prévoit des allocations spéciales seulement pour ses victimes de la bombe atomique. Le Japon et la Corée du Sud ont normalisé leurs relations diplomatiques en 1965 ; le Japon affirme que toutes les questions d'indemnisation liées à la guerre ont été réglées à ce moment-là. La Corée du Sud n'est pas d'accord et a communiqué "tous les documents sur les pourparlers de normalisation entre Tokyo et Séoul."

http://ajw.asahi.com/article/behind_news/social_affairs/AJ201308070075

Japon / Etats-Unis. Des chercheurs japonais sont à la recherche "de photos, de documents sur les traitements médicaux et autres matériaux principalement des années 1940 aux années 1970 aux Etats-Unis et au Japon" dans le cadre d'un projet de quatre ans visant à créer une "archive numérique publique" sur les "effets des rayonnements provenant des bombardements atomiques américains d'Hiroshima et de Nagasaki ", a rapporté *United Press International*.

http://www.upi.com/Science_News/2013/08/05/Japan-looks-to-create-historical-archive-of-WWII-atom-bomb-effects/UPI-54111375736888/

Pologne / Russie. La Pologne a officiellement demandé à la Russie de "rendre à Varsovie les archives relatives au prétendu rassemblement qui a donné lieu à la disparition de quelque 600 anticommunistes polonais en été 1945", a déclaré *RIA Novosti*, citant *l'Agence de presse polonaise*. Le ministère polonais des Affaires étrangères a déclaré que la communication de "la liste complète des victimes de la rafle d'Augustow et le lieu de leur enterrement serait un acte humanitaire, en particulier en ce qui concerne les proches des victimes qui auraient la possibilité d'avoir accès à des informations sur le destin de leur parents et d'honorer leur mémoire".

<http://en.ria.ru/politics/20130809/182664834/Poland-Asks-Russia-for-Archives-on-Augustow-Roundup---Report.html>

Afrique du Sud / Etats-Unis. La deuxième Circuit Court of Appeals américaine a rejeté l'affaire de Balintulo contre Daimler AG, connue sous le nom de "procès de l'apartheid d'Afrique du Sud". Les demandeurs réclamaient des dommages de «sociétés ayant des activités américaines importantes pour leur soutien direct aux agences de sécurité de l'apartheid», selon un communiqué de presse de l'ONG Groupe de soutien Khulumani. Mais le tribunal a décidé que la loi du *Alien Tort Statue*, en vertu de laquelle l'affaire a été énoncée, "ne touche pas la conduite extraterritoriale dans cette affaire", ce qui signifie que les entreprises américaines ne peuvent pas être tenues responsables des violations des droits humains qui n'ont pas eu lieu aux États-Unis.

<http://pressoffice.mg.co.za/khulumanisupportgroup/PressRelease.php?StoryID=242251>

Pour la décision du procès, voir http://www.ca2.uscourts.gov/decisions/isysquery/751866d1-2b45-4b53-a311-933413280fc5/1/doc/09-2778_opn.pdf La responsabilité des entreprises pour les droits humains est au centre des "Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : Mise en œuvre du cadre de référence «protéger, respecter et réparer» " des Nations Unies, adoptés en 2011; voir

http://www.ohchr.org/Documents/Publications/GuidingPrinciplesBusinessHR_FR.pdf

Royaume-Uni / Irlande du Nord / Etats-Unis. Juste au moment où il semblait que la lutte pour l'accès aux entrevues d'histoire orale du Boston College concernant les participants des

«troubles» en Irlande du Nord se finalisait, deux faits nouveaux se sont produits: (1) le gouvernement américain a fait appel concernant la décision du tribunal de "cassation" de supprimer une partie de la citation à comparaître (le tribunal a approuvé l'accès à seulement 11 des 85 transcriptions d'entrevues qui ont été citées à comparaître) et le Boston College a fait opposition,

<http://bostoncollegesubpoena.wordpress.com/2013/08/04/governments-request-for-modification/>.

(2) La faculté du Collège a envoyé une lettre au président du Collège demandant qu'un "comité indépendant" soit nommé "afin d'examiner les circonstances entourant la création et la conduite de la collection d'histoire orale connue sous le nom de projet Belfast", a rapporté *Inside Higher Education*. <http://www.insidehighered.com/quicktakes/2013/08/23/boston-college-faculty-demand-answers-about-belfast-project>. Et la famille de Jean McConville, dont l'assassinat est la question centrale qui ressort du procès sur cette histoire orale, a annoncé qu'elle poursuit le gouvernement britannique pour n'avoir pas "effectué une enquête rapide et efficace" sur son enlèvement et son assassinat en 1972, a rapporté la *BBC*.

<http://www.bbc.co.uk/news/uk-northern-ireland-23850887?>

Nouvelles nationales.

Algérie. *Algérie-focus* a signalé un autre incendie dans un dépôt d'archives en Algérie, détruisant cette fois "trois armoires métalliques" des archives de l'agence des douanes. De récents incendies ont eu lieu dans les archives du tribunal de Hassi Messaoud, Alger et Oran. Le journal s'est posé la question de savoir si tous ces incendies étaient juste une coïncidence. <http://www.algerie-focus.com/blog/2013/08/apres-elles-des-tribunaux-les-salles-darchives-des-douanes-brulent/>

Australie. Dans le programme "Lateline" de l'*Australian Broadcasting Corporation*, un consultant du Comité national des normes professionnelles à la fin des années 90, a entendu un haut fonctionnaire de l'Église catholique de l'assurance (CCI) dire qu'il avait détruit des boîtes de dossiers du personnel. Selon *ABC News*, CCI "a joué un rôle central au sein du comité des normes professionnelles de l'église et a dicté la politique de l'église quand elle a développé la directive Vers un protocole de guérison, conçu pour aider les victimes de violence". CCI a nié avoir détruit des dossiers de manière inappropriée, mais le chef du Conseil de Church's Truth, Justice and Healing, mis en place en janvier "pour préparer les archives et documents juridiques pour la Commission royale" étudiant les abus sexuel sur les enfants, a recommandé que le CCI enquête sur l'accusation.

<http://www.abc.net.au/news/2013-08-09/calls-for-probe-claims-catholic-insurance-destroyed-documents/4875248> For background on the Council, see

<http://www.theguardian.com/world/2013/aug/28/independent-church-body-abuse-inquiry>

Le commissaire de la police fédérale a nié que des programmes de surveillance des États-Unis étaient liés à son "régime de conservation obligatoire de toutes les données, ce qui obligerait les entreprises de télécommunications à garder les métadonnées de l'abonné - comme les documents d'appels et les informations de facturation - pour une utilisation dans les enquêtes criminelles", a rapporté *Australian Financial Review*.

http://www.afr.com/p/technology/police_chief_denies_prism_links_tXQAQ8MdJKhvN6stldqjUI

Bangladesh. Le chef de l'agence d'investigation des crimes de guerre a lancé une enquête sur Jamaat-e-Islami, le plus grand parti politique islamiste au Bangladesh, qui s'est opposé à la séparation du Bangladesh du Pakistan en 1971. Le *Daily Star* a cité le chef qui disait que "la collecte et l'analyse des documents sera au centre de l'analyse", qui "commencera dès la naissance de Jamaat jusqu'à ses activités actuelles, sans parler de son rôle en 1971". Début août, la Cour suprême a déclaré que l'enregistrement de Jamaat à la Commission électorale était invalide, ce qui l'a rendu inéligible pour participer aux élections des sièges parlementaires, qui doivent avoir lieu plus tard cette année, a écrit *bdnews24.com*.
<http://www.thedailystar.net/beta2/news/jamaats-role-under-probe/>;
<http://bdnews24.com/bangladesh/2013/08/01/jamaat-registration-cancelled>

Human Rights Watch a publié un rapport sur l'utilisation excessive de la force lors de manifestations en février et début mai 2013, sur la base de 95 entretiens, "déclarations officielles et rapports d'enquête préparés par des organisations des droits de l'homme du Bangladesh" et "des séquences de télévision et vidéo". HRW exhorte le gouvernement du Bangladesh à "établir une commission impartiale, transparente et indépendante pour enquêter sur le grand nombre de morts et de blessés."
http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/bangladesh0813_ForUpload_1.pdf

Bolivie. Les résultats du recensement de 2012 ont été publiés, montrant que la majorité de la population se dit *mestizo* (métis), par opposition aux communautés autochtones ; le nombre de personnes qui s'identifient comme autochtones est de 18% inférieure à celle du recensement de 2001, a rapporté *l'International Business Times*. Puisque les chiffres sont surprenants et quelque peu controversés, et parce que les résultats du recensement déterminent à la fois la répartition des sièges à l'Assemblée législative et l'aide aux provinces, il est important que les archives du recensement soient soigneusement protégées. <http://www.ibtimes.com/bolivian-census-highlights-how-changes-bolivian-demographics-might-affect-president-evo-morales>

Bosnie. Des réunions publiques ont eu lieu dans quatre villes pour discuter de la décision de la Cour de Bosnie en 2012 "de rendre les verdicts anonymes et de ne pas communiquer les bandes et enregistrements vidéo des procès au complet", a rapporté *BIRN*. Il a cité les participants qui ont déclaré que si les noms des agresseurs ne sont pas rendus publics, "la vérité restera cachée au niveau historique." http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnian-victims-want-the-names-of-perpetrators?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=0459277a11-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-0459277a11-311109073

Canada. *CBC News* a rapporté qu'une "petite équipe" employée par la Commission de vérité et réconciliation du Canada a commencé à étudier des photographies et des documents de Santé Canada, à la suite de la divulgation selon laquelle les médicaments avaient été testés sur les élèves des écoles résidentielles (pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2013 -07).
<http://www.cbc.ca/news/canada/north/story/2013/08/06/north-trc-explores-federal-archives.html>

Tchad. Reed Brody, conseiller juridique de Human Rights Watch, a été interrogé au sujet de la découverte des archives secrètes de la police au Tchad, qui seront utilisées dans le procès de l'ancien dictateur du Tchad, Hissène Habré. L'Union africaine et le Sénégal ont signé un accord sur les procédures à suivre par le tribunal spécial chargé de l'affaire, a rapporté *BBC*

News. <https://www.hrw.org/news/2013/08/07/trap-dictator-chad-s-hissene-habre>;
<http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-19351938>

Chili. Comme sa voisine la Bolivie, le Chili a fait un recensement en 2012. Cependant, au Chili une commission indépendante d'experts a conclu que les données du recensement comportaient de graves lacunes et devraient être jetées, ont rapporté *l'Associated Press* et d'autres médias. Une fois de plus, la protection des résultats des recensements, des documents de préparation et de la mise en oeuvre du recensement est une tâche importante des archives. <http://www.startribune.com/politics/national/218724981.html>

Côte d'Ivoire. *Reuters* a rapporté que le Parlement de la Côte d'Ivoire a adopté deux nouvelles lois importantes, l'une élargissant la citoyenneté et l'autre codifiant la propriété foncière. Les deux lois exigent l'utilisation des archives. Dans un commentaire déposé à la suite de l'article, l'importance des documents est apparue de manière évidente: la personne a écrit: "Quels sont les coûts et les documentations nécessaires pour que les propriétaires prouvent leur droit légal envers leurs propriétés? Comment ceux des zones rurales, dont les terres leur ont été transmises sans aucune forme de documentation, vont-ils prouver qu'ils sont les propriétaires légitimes?" <http://www.reuters.com/article/2013/08/23/us-ivorycoast-laws-idUSBRE97M0Y120130823>

République tchèque. L'Eglise catholique a déposé plus de 11'000 demandes auprès du gouvernement pour la restitution des biens confisqués, a rapporté le *Prague Post*, en vertu d'une loi adoptée en novembre 2012 qui s'est engagée à distribuer 134 milliards de couronnes tchèques "en matière de propriété et de compensation" à 16 organisations religieuses. Les institutions qui souhaitent une compensation "sont censés montrer une preuve de propriété à l'époque pré-communistes, bien que la gestion des archives ait été incomplète et que l'étendue des dommages dues aux inondations en 2002 signifient que ce sera difficile dans de nombreux cas." <http://www.praguepost.com/news/16901-catholic-church-makes-more-than-11-000-restitution-requests.html>

El Salvador. Le programme "Les gens et le pouvoir" d'*Al Jazeera* a publié un article sur El Salvador, 20 ans après la fin de la guerre civile, sur "comment les preuves des atrocités commises par les forces gouvernementales pendant la guerre civile ont déclenché des efforts pour renverser les lois d'amnistie." Il s'est basé sur un document militaire appelé "Libro Amarillo, le Livre Jaune, un livre de 254 pages produit par le Département du renseignement de l'Estado Mayor Conjunto, le haut commandement militaire d'El Salvador lors de la guerre civile" qui contient une "liste de cibles humaines réunies par le haut commandement militaire pendant la guerre". Le livre, avec des documents datant de la période allant de 1978 à 1987 "contient des photographies de près de 2'000 civils qu'il identifie comme des «délinquants-terroristes» et qui détaille leurs affiliations politiques de gauche connue ou soupçonnée". Un militant des droits de l'homme, qui a fait des recherches sur l'authenticité du livre depuis 2010, dit qu'il fournit «la preuve que l'État salvadorien a violé systématiquement les droits humains». <http://www.aljazeera.com/programmes/peopleandpower/2013/08/201381310843483272.html>

Géorgie. La télévision *Imedi* de Géorgie a diffusé un reportage sur le Bureau national de médecine légale qui "effectuait jusqu'à 200 inspections de virginité par an" pour émettre des "certificats de virginité" aux futures mariées. Un groupe de femmes a protesté à l'extérieur du Bureau, qui a nié faire des tests de virginité, sauf "dans le cas où un tribunal l'a ordonné pour

viol et allégations de mauvais traitements", a rapporté *Radio Free Europe/Radio Liberty*.
<http://www.rferl.org/content/georgia-protest-virginity-inspections/25062703.html>

Allemagne. La commission parlementaire enquêtant sur les préjudices subis parmi le personnel des services de police et de sécurité et l'impunité dont jouit l'aile droite de National Socialist Underground a publié son rapport. Il a sévèrement critiqué les actions et les inactions des services de sécurité de la police ; la communauté turque d'Allemagne a par la suite publié son évaluation du rapport ; tous deux ont reçu une couverture médiatique substantielle par *Spiegel Online*. Pour le contexte et la participation des archives dans la controverse, voir les Nouvelles HRWG 2012-08, 2012-09, 2012-10; 2012-11.

<http://www.spiegel.de/international/germany/turkish-community-alleges-institutional-racism-in-murder-probe-a-919056.html> <http://www.spiegel.de/international/germany/turkish-community-alleges-institutional-racism-in-murder-probe-a-919056.html>

Guinée-Bissau. Les responsables des élections ont annoncé qu'ils n'utiliseront pas les cartes d'électeurs biométriques, mais à la place "une carte de vote d'électeur manuellement générée", a rapporté *Africa Review* (pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2013-07).

<http://www.africareview.com/News/Guinea+Bissau+opts+for+manual+voter+listing/-/979180/1936842/-/e3t49e/-/index.html>

Honduras. En novembre 2011, le Congrès a créé la Direction de l'enquête et de l'évaluation de la carrière de police (DIECP) pour "enquêter sur les crimes et les fautes commises par des policiers, ainsi que pour évaluer en permanence le personnel de police et éliminer les officiers corrompus". Selon un communiqué du Bureau de Washington sur l'Amérique latine, la DIECP devait donner au personnel des "tests de confiance", incluant des tests économiques, toxicologiques et psychologiques, et un test polygraphique. La DIECP a admis en mars que seulement 1200 officiers, sur environ 11'000, ont été contrôlés, et que 230 de ceux qui ont échoué les tests sont toujours en place. Les dossiers de la DIECP concernant la désolante situation doivent être soigneusement préservés.

Inde. Onze des 25 ministères du gouvernement de l'état du Bengale occidental se délocalisent, et selon le *Times of India*, les membres du personnel sont inquiets que leurs archives de service, qui représentent la documentation fondamentale pour les prestations et les pensions, soient perdues. "Beaucoup de gens planifient pour obtenir des copies de leur livret de service à l'avance. Donc, si leur livret de service se perd, ils pourront utiliser le doublon". *The Times* craint également que les dossiers terriens, les décisions du Cabinet, les rapports des commissions et les dossiers classés "se perdent pendant le déplacement" et que certains documents soient détruits pendant le processus. Un fonctionnaire a déclaré que les bureaux "placeront les archives dans des sacs de jute et tiendront un registre avec le numéro des dossiers." http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2013-08-09/kolkata/41237286_1_service-files-service-records-classified-files

La Cour suprême a nommé une Equipe spéciale d'enquête (SIT) sur les émeutes de 2002 au Gujarat au cours desquelles plus de 1000 personnes ont été tuées. En mai 2012, la SIT a rédigé un rapport, estimant que le gouvernement et le ministre en chef du Gujarat ont pris "toutes les mesures possibles" pour contrôler les émeutes. Une victime des émeutes a déposé une requête contre le rapport de la SIT, et son avocat a fait valoir devant le tribunal en août que la SIT avait "négligé ainsi qu'ignoré la manipulation et la destruction des documents sensibles liés aux émeutes de post-Godha de 2002, et des documents du gouvernement du

Gujarat qui auraient établi nos accusations de complot, d'aide et de complicité dans les émeutes par l'accusé ", a rapporté

Firstpost. http://www.firstpost.com/india/sit-overlooked-how-modi-govt-destroyed-records-says-zakias-lawyer-1065097.html?utm_source=hp-footer

Indonésie. La Commission nationale des droits de l'homme a publié un briefing, «Pas de paix sans justice», sur les opérations militaires à Aceh de 1989-2005, au cours desquelles entre 10'000 et 30'000 personnes ont été tuées, selon le *Jakarta Globe*. Après avoir enquêté sur cinq cas importants, la Commission a constaté que l'armée était responsable de «violations flagrantes des droits humains» contre le Mouvement pour l'Aceh libre et le peuple d'Aceh. Le gouvernement, dans l'accord de paix signé à la fin du conflit, a promis de mettre en place un tribunal des droits de l'homme et une commission de vérité et de réconciliation pour Aceh, mais rien n'a été établi. Les dossiers de la Commission des droits de l'homme ont besoin d'une protection archivistique immédiate et prudente.

<http://www.thejakartaglobe.com/news/komnas-ham-alleges-human-rights-violations-in-aceh-conflict/>

Japon. "Perdus depuis longtemps, les dossiers médicaux détaillant, dans les années 1968, la très forte dégradation de la santé du premier patient de la maladie induite par les rayons reconnu dans le monde ont été récupérés après que la victime soit décédée quelques semaines après avoir été exposé à la bombe atomique d'Hiroshima", a annoncé *Asahi Shimbun*.

Apparemment, les archives avaient été ramenées à la maison par un employé de l'hôpital de l'Université de Tokyo où elle avait été traitée, parce que la presse rapporte que "les membres de la famille de ceux qui ont été impliqués dans son traitement, qui sont décédés, ont découvert les documents" ; ils ont été authentifiés par l'université. Ils montrent les résultats de tests sanguins, la température corporelle, les traitements et le diagnostic.

http://ajw.asahi.com/article/behind_news/social_affairs/AJ201308040020

Kosovo. L'horrible affaire de trafic d'organes (voir les Nouvelles HRWG 2013-02, 2013-04, 2013-05) fait maintenant l'objet d'un documentaire, «Les contes du commerce d'organes», par un cinéaste canadien. [http://www.balkaninsight.com/en/article/film-tackles-kosovo-organ-trafficking-scandal-](http://www.balkaninsight.com/en/article/film-tackles-kosovo-organ-trafficking-scandal-1?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=592468f061-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-592468f061-311109073)

[1?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=592468f061-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-592468f061-311109073](http://www.balkaninsight.com/en/article/film-tackles-kosovo-organ-trafficking-scandal-1?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=592468f061-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-592468f061-311109073)

Liberia. Human Rights Watch (HRW) a publié un rapport sur la corruption et les abus policiers au Libéria, intitulé "Pas d'argent, Pas de justice". Basé sur des entretiens avec 220 personnes dans quatre régions du Libéria, HRW a décrit "l'extorsion policière à tous les stades d'une enquête sur un cas - de l'enregistrement d'une plainte au transport vers le lieu du crime, à la libération de la détention policière". Ils ont exhorté la Commission nationale indépendante des droits de l'homme à "enquêter plus activement et à documenter les allégations de violations des droits de l'homme, y compris les violations impliquant la police, et de rendre publique l'information" ; ils ont recommandé que les Nations Unies et les gouvernements donateurs exigent de meilleurs systèmes de suivi pour toute l'aide donnée à la police.

http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/liberia0813_forUpload_0.pdf

Norvège. Après que la radio publique NRK et le journal *Dagbladet* ont indiqué que le Service de renseignement norvégien possédait des dossiers sur plus de 400 citoyens norvégiens,

incluant des informations sensibles («profils psychologiques, historique des maladies, informations sur l'aide sociale et sources sur les conjoints et les enfants»), l'organe de contrôle du Parlement a procédé à une "inspection imprévue" lors de la visite des archives du service de renseignement militaire. <http://www.norwaypost.no/index.php/news/latest-news/28918-secret-military-archive-under-investigation>;
<http://www.tnp.no/norway/panorama/3933-eos-committee-examines-secret-intelligence-archives-of-norway>

Palestine. Le Hamas et le Fatah, les deux principales factions politiques palestiniennes, sont rivales. En juillet, le Hamas a arrêté un général, agent des renseignements Fatah, qui revenait des Emirats arabes unis et ont saisi son ordinateur "dans lequel de grandes quantités de documents originaux et de correspondance ont été retrouvés", a rapporté *Al-Monitor*. Le Hamas affirme que les documents montrent le travail du Fatah qui tend à "«diaboliser» le Hamas aux yeux des Egyptiens et à générer des accusations criminelles et des rapports contre ses membres". Le Fatah a nié les revendications et l'authenticité des documents qui, selon lui, ont été falsifiés par le Hamas. Le Hamas "a appelé à la mise en place d'une commission d'enquête des deux factions afin de prouver l'authenticité des documents". <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/08/hamas-fatah-leaked-documents-egypt.html>

Al-Monitor a indiqué que "l'Agence de sécurité intérieure du gouvernement Hamas a formé une unité spéciale chargée de surveiller les médias sociaux, lire les articles et les commentaires qui y sont publiés, mesurer «l'incitation» contre le mouvement et suivre les différentes activités de la jeunesse". Il a cité un homme "convoqué cinq fois pour un interrogatoire" qui a été confronté à des pages imprimées de ses publications sur Facebook. http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/08/hamas-facebook-social-media-activists.html?utm_source=&utm_medium=email&utm_campaign=7986

Russie. Occupy Pedophilia, un groupe anti-homosexuel en Russie, attire les homosexuels "présumés ou potentiels" à des réunions, les harcèle sévèrement (certains pourraient appeler cela de la torture), filme les sessions de «guérison» et publie la vidéo sur son site internet. Un homme interviewé par *Radio Free Europe / Radio Liberty* a envoyé "70 appels à diverses agences locales, régionales et fédérales", mais aucun n'a pris des mesures contre le groupe. Il a alors envoyé des photos et des vidéos au Spectrum Alliance pour les droits de l'homme. Il est important que Spectrum ou une autre organisation préserve les vidéos à titre de preuve. <http://www.rferl.org/content/russia-videotaped-bullying-gays/25062657.html>;
<http://yekaterinburgnews.com/daily-news/anti-gay-group-occupy-pedophilia-claims-responsibility-for-murder-of-uzbek-lgbt-activist/5802/>

Tanzanie. "Au moins 75 pour cent de tous les dossiers judiciaires, y compris des expositions et des transcriptions de la cour primaire de Masasi ont été brûlés et des preuves cruciales nécessaires dans différents dossiers en cours ont été détruites, laissant les détenus et leurs familles très préoccupées et craignant que leurs cas soit reporté indéfiniment ou mal jugés", a rapporté *This Day*. <http://www.ippmedia.com/frontend/index.php?l=57869>

Turquie. Une femme d'ascendance arménienne qui s'est convertie de l'islam au christianisme a tenté d'inscrire son enfant dans une école arménienne, mais on lui a demandé d'obtenir une certification du registre de la Direction de la population des minorités, maintenu depuis le traité de Lausanne de 1923 (qui établit les frontières de l'Etat turc), comme quoi son "code d'ascendance" est répertorié 2 pour arménienne. *Radikal* a étudié le cas et a conclu que bien que les fonctionnaires disent que les codes "ne servent qu'à réguler qui sera autorisé à

s'inscrire dans des établissements scolaires des minorités", leur prétention était fautive. Un avocat des droits de l'homme en Turquie, qui écrit dans *Al-Monitor*, a fait valoir que, compte tenu du codage "un nouvel examen d'un certain nombre d'événements de l'histoire turque" doit être entrepris: «Par exemple, l'impôt de 1946 sur le patrimoine, qui vise essentiellement les non-musulmans, était-il mis en place par le codage de l'ascendance ? Est-ce que le codage a joué un rôle dans les pogroms de 1934 contre les Juifs de Thrace et en 1955, lorsque les maisons et les résidences des citoyens d'origine grecque ont été saccagées?" <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/08/turkish-ancestry-codes.html>

Le procès Ergenekon s'est terminé par de lourdes peines de prison pour les 254 personnes qui ont été reconnues coupables de complot en vue de renverser le gouvernement. Selon *Al-Monitor*, ce procès, qui a débuté en 2007 et était "probablement le plus compliqué dans l'histoire du droit turc", a généré des archives massives: l'acte d'accusation contient plus de 5000 pages et plus d'un million de documents ont été utilisés comme preuve. http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/08/ergenekon-trial-secrecy-verdicts.html?utm_source=&utm_medium=email&utm_campaign=7941

Royaume-Uni. Le *Mail Online* a rapporté qu'un sondage pour l'organe de charité MacMillan Cancer Support a trouvé que les médecins et les infirmières perdent chaque année 18'000 dossiers hospitaliers sur les patients atteints de cancer (environ 11% des patients), "ce qui fait craindre le niveau de qualité des soins reçus par les personnes concernées." <http://www.dailymail.co.uk/health/article-2387032/18-000-cancer-patients-medical-files-lost-year-suffer-humiliation-nurses-poll-finds.html>

The Guardian a rapporté que le Serious Fraud Office a accidentellement envoyé "à la mauvaise personne" 32'000 pages de documents confidentiels, 81 cassettes audio et des fichiers informatiques concernant une enquête de six ans sur la corruption du plus grand bureau d'armes britannique, BAE. Les éléments "avaient été initialement donnée à l'OFS par 59 sources qui ont aidé l'agence"; l'un des dénonciateurs a déclaré au journal qu'il était préoccupé "par qui a obtenu cette information et si elle a été copiée" avant d'être récupérée par l'OFS, qui dit avoir récupéré 98% des archives. http://www.theguardian.com/law/2013/aug/08/serious-fraud-office-bae-documents?CMP=EMCNEWEML6619I2&et_cid=44683&et_rid=4225361&Linkid=http://www.theguardian.com/law/2013/aug/08/serious-fraud-office-bae-documents

Le Bureau du commissaire à l'information a amendé l'Islington Borough Council de 70'000 livres sterling après que "des informations hautement sensibles" sur les besoins en logement de 2375 habitants, y compris des informations telles que des antécédents de maladie mentale ou de la violence familiale, ont été publiées en réponse à une demande selon la Loi de liberté à l'information. <http://www.information-age.com/it-management/risk-and-compliance/123457297/islington-council-fined---70k-over-sensitive-data-in-foi-response>

Royaume-Uni / Irlande du Nord. Les Parents de la Justice (RFJ), une ONG qui soutient les familles des victimes des «troubles» en Irlande du Nord, ont demandé des copies des dossiers d'enquête judiciaire sur les trois personnes qui ont été tuées pendant les troubles. Le ministère chargé des dossiers publics a fourni des copies au RFJ et à un cabinet d'avocats, mais le lendemain, le secrétaire d'État et le chef de la police de l'Irlande du Nord ont obtenu une injonction du tribunal "afin d'arrêter la circulation des papiers", a rapporté *rte.ie*. L'injonction a bloqué le ministre et n'a pas «permis aux familles de voir les documents d'enquête judiciaire concernant le meurtre de leurs proches» ; les familles ont fait recours pour renverser

l'injonction, puis accepté de négocier. <http://www.rte.ie/news/2013/0815/468339-troubles-document-court/>

Royaume-Uni / Ecosse. La collection d'Emma Budge, "une philanthrope juive connue dont les précieuses œuvres d'art ont été vendues sous la contrainte à Berlin du 27 au 29 septembre 1937," a été "très bien documentée ; nous avons des descriptions pour chaque objet, et pour la plupart des articles, nous avons même des photos", a déclaré l'avocat des héritiers Budge au journal *The Scotsman*. Actuellement, une tapisserie ayant appartenu à Budge a été trouvée dans la collection Burrell à Glasgow, qui en a publié une photo sur le web ; elle a été repérée par "une simple recherche sur Google." La demande des héritiers de la tapisserie est maintenant devant le Groupe consultatif écossais de spoliation.

<http://www.scotsman.com/lifestyle/arts/visual-arts/burrell-tapestry-looted-nazi-art-found-on-google-1-3061934>

États-Unis. Les pratiques de gestion des archives de plusieurs agences fédérales ont été à nouveau sous la loupe en août. Le Projet de loi sur l'emploi national, un groupe de recherche et de plaidoyer, a examiné l'utilisation de vérification d'antécédents criminels du FBI par les employeurs potentiels. Les résultats ont montré que le système est terriblement défectueux: "Les dossiers du FBI ne signalent souvent pas les informations importantes sur le résultat des arrestations, une information qui est souvent bénéfique pour les travailleurs mentionnés dans ces archives" ; les informations sur la décision finale du procès manquent dans environ 50 % des dossiers. "Compte tenu de la prolifération massive de vérification des antécédents au FBI pour un emploi - environ 17 millions ont été réalisées l'année dernière - ces inexactitudes ont un impact dévastateur sur les travailleurs, notamment les travailleurs de couleur qui sont touchés de manière disproportionnée par le système de justice pénale", écrit le Projet.

<http://www.nelp.org/page/-/SCLP/2013/Report-Wanted-Accurate-FBI-Background-Checks-Employment.pdf?nocdn=1>

Cependant, répondant à une demande d'information sur Noam Chomsky, un célèbre dissident, le FBI a pu trouver un document indiquant qu'un fichier de la CIA sur Chomsky avait existé (ce que la CIA a toujours nié), mais a apparemment été détruit, a rapporté un article dans *Foreign Policy*.

http://thecable.foreignpolicy.com/posts/2013/08/13/after_multiple_denials_cia_admits_to_snooping_on_noam_chomsky

L'Administration des Anciens combattants est apparue une fois de plus dans les nouvelles lorsqu'un fonctionnaire a déclaré que 98% des fuites de données impliquaient les "papiers physiques", et non les fuites de données électroniques, écrit *FCW.com*. (Pour des informations sur le système de gestion défectueuse des documents de la VA, voir les Nouvelles HRWG 2012-09 et 2013-05). <http://fcw.com/articles/2013/08/08/va-data-breaches.aspx>

Le ministère de la Santé et des Services sociaux a réglé une affaire de fuite de données contre Affinity Health Plan, Inc., infligeant une amende de 1'215'780 \$. *CBS Evening News* avait acheté une photocopieuse précédemment louée par Affinity, qui n'avait pas vidé la photocopieuse de ses données avant de la rendre, laissant sur le disque dur des renseignements médicaux confidentiels sur près de 350'000 personnes. Le plan d'action corrective et le règlement sont disponibles à

<http://www.hhs.gov/news/press/2013pres/08/20130814a.html>

CBSsports.com a rapporté que lors de son enquête sur l'usage de drogues non autorisées par les joueurs, la Major League Baseball "employaient environ 30 personnes à temps plein pour recueillir des informations" et "a utilisé des outils de haute technologie pour récupérer des preuves électroniques, qu'elle a ensuite utilisées pour persuader une douzaine de joueurs d'accepter des suspensions de 50 matchs". Ils ont examiné les pages Facebook, embauché une entreprise de récupération de données pour obtenir les relevés téléphoniques des cellulaires à partir d'une source coopérative, et ont obtenu les transcriptions des SMS, les documents de messages texte et les courriels. <http://www.cbssports.com/mlb/blog/eye-on-baseball/23054492/facebook-and-other-electronic-records-used-during-biogenesis-investigation>

Le procès actuel *Main Street Legal Services, Inc. v. National Security Council* a commencé par une demande d'accès à l'information, selon la Loi sur la liberté à l'information, pour des "copies de tous les documents de NSC concernant des tueries, advenues par des drones, de citoyens américains et de ressortissants étrangers". Le NSC a rejeté la demande, en disant que les archives de NSC sont des documents présidentiels et ne sont donc pas accessibles en vertu de la Loi. Le Groupe des services juridiques a fait recours. Dans une colonne de *Jurist*, les plaignants ont déclaré que, dans une audience judiciaire récente, le NSC a fait valoir que "le Président prend la décision finale de disposer ou non des documents présidentiels, et ni l'archiviste, ni le Congrès ou les tribunaux ne peuvent opposer leur veto à cette décision". Cela veut dire, ont souligné les auteurs, que les documents des "responsables américains discutant la possibilité de tuer des gens, y compris des citoyens américains, en dehors des champs de bataille reconnus et sans procédure judiciaire, sont catégoriquement à l'abri de la loi sur la liberté de l'information et que le président a le pouvoir discrétionnaire absolu de détruire ces dossiers."

<http://jurist.org/forum/2013/08/cox-kassem-NSC-accountability.php>

Etats-Unis / Californie. En septembre 2010, une explosion du gazoduc à San Bruno a tué 8 personnes et détruit 38 maisons, et l'enquête qui a suivi a montré que les archives défectueuses du service public ont été un facteur majeur conduisant à l'explosion. Désormais, les réglementations de l'Etat ont constaté que l'entreprise utilitaire, Pacific Gas and Electric Co., a utilisé des documents erronés pour déclarer faussement la sécurité de deux pipelines de gaz naturel. Cela soulève "des questions quant à savoir si l'entreprise a une gestion courante des documents qui ont contribué à la catastrophe de San Bruno en 2010", a écrit *sfgate.com*. Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2012-02 et 2012-05.

<http://www.sfgate.com/news/article/PG-amp-E-records-raise-concerns-about-pipeline-4748239.php>

La fiduciaire supervisant la faillite d'AIM Medical Associates a déclaré que les archives des patients et les dossiers financiers ont été "volontairement détruits", a rapporté *newswire.xbiz.com*. "Tous les dossiers des essais cliniques, stockés dans un dépôt de stockage public à Sherman Oaks, en Californie, ont été détruits en mars", en violation à l'ordre de la fiduciaire selon lequel ils ne devaient pas être détruits en raison du litige en cours. AIM, qui signifie Industrie Médicale des Adultes, a testé des acteurs pornographiques sur les maladies sexuelles. Leur base de données des patients, qui contient les vrais noms et les informations personnelles et médicales sur plus de 12'000 acteurs, a été divulguée en 2011 et publiée sur le site Porn Wikileaks. Le litige actuel résulte de la violation des données.

<http://newswire.xbiz.com/view.php?id=167781>

Etats-Unis / New York. Dans le règlement d'un procès intenté par le New York New Civil Liberties Union, New York City a accepté de "retirer des centaines de milliers de noms d'une base de données recueillies lors de contrôles de police ", a rapporté le *New York Times*.
<http://www.nytimes.com/2013/08/08/nyregion/city-to-trim-a-database-on-police-stops.html?partner=rss&emc=rss&r=0>

Zimbabwe. Le résultat de l'élection présidentielle du Zimbabwe a d'abord été contestée par le principal parti d'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique, mais la plainte a été retirée. Un responsable du parti a expliqué le retrait: "Le procès aurait entraîné la convocation de témoins clés et de documents électoraux pour prouver la véracité de nos affirmations fondées. Comme vous le savez peut-être, nos avocats se sont vu refuser la possibilité d'inspecter le vote et le matériel électoral. En outre, aucune preuve orale ne serait soumise à l'affaire. Avec les circonstances mentionnées ci-dessus, la participation à un tel cas désespéré et futile nous aurait été fatal et nous aurait obligé à entrer dans une machine à laver". <http://zimbabwelection.com/2013/08/18/chamisa-explains-mdc-t-decision-to-withdraw-election-petition/>

Publications, conférences.

Le Gay, Lesbien, Bisexual, Transgender Historical Society a annoncé qu'elle a complété un projet, "Cachés de l'histoire: Accès au passé des GLBT". L'enquête a porté sur plus de 500 collections de manuscrits, a traité plus de 160 mètres linéaires de matériaux couvrant plus de 75 ans, a mis à jour près de 600 notices de catalogue, et a ajouté 81 nouveaux instruments de recherche sur le site Web de la Société historique.
<http://www.oac.cdlib.org/institutions/Gay,+Lesbian,+Bisexual,+Transgender+Historical+Society>

L'Université de Victoria, Canada, tiendra un Symposium sur les Archives transgenre les 21-23 mars 2014. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Aaron Devor (<http://web.uvic.ca/~ahdevor/>), des Archives transgenres de l'Université de Victoria, ou consulter le site www.transgenderarchives.uvic.ca.

Le Bureau de l'Historien du Département d'Etat américain a publié l'édition documentaire *Relations étrangères des États-Unis, 1977-1980, Volume II, Droits de l'homme et des affaires humanitaires*. Le volume contient des documents montrant les efforts déployés au cours de la présidence de Jimmy Carter "pour définir et mettre en œuvre une politique des droits de l'homme à grande échelle". Il est disponible sur <http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v02>

* * * * *

Partagez l'information avec nous ! trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org
Pour vous abonner au bulletin, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez sur cet URL: http://www.unesco.org/archives/hrgnews/hrg3_042010.php

Les numéros précédents du bulletin se trouvent en ligne sur
<http://www.ica.org/12315/hrwg-newsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et
<http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>

(Traduction française : Cristina Bianchi)